

CIBLE

Victimes

Au lendemain du sommet de Barcelone, en pleine campagne électorale, les socialistes et les chiraquiens nous avaient expliqué que MM. Chirac et Jospin s'étaient victorieusement opposés à une ouverture complète des marchés du gaz et de l'électricité.

Nous avons sans doute mal entendu et mal compris : dès le 4 octobre dernier, Nicole Fontaine donnait à Bruxelles son accord de principe pour une libéralisation totale des marchés. L'accord du ministre de l'Industrie a été confirmé le 25 novembre, à la veille de la manifestation nationale pour la défense des services publics – la date d'ouverture restant à négocier.

On nous affirme que ce ne sera pas avant 2007. C'est croire que les condamnés vivent et meurent heureux, s'ils ont été avertis de la date de leur exécution ! En fait, les citoyens consommateurs de gaz et d'électricité ont été victimes d'un mensonge éhonté, vont être victimes d'une imposture (la libéralisation ne garantit pas la baisse des prix) et seront exposés aux désordres et aux pénuries. Ils retiendront que les socialistes et les chiraquiens sont et demeurent complices de cette trahison de l'intérêt national et de l'intérêt des particuliers.

VIE POLITIQUE

Nouvelles lignes de front

Distribution

Une affaire de marges

p. 4

TV-violence

Le rapport Kriegel

p. 2

Au nom de la loi

Le rapport de Blandine Kriegel sur la violence à la télévision suscite de vives polémiques et soumet le gouvernement à de fortes pressions. A la veille du débat parlementaire, essayons de préciser les enjeux.

Clarifions d'abord les choses pour ce qui nous concerne. Le mot *royaliste* ayant été utilisé (par *Le Monde* et *Libération*) lors de misérables manipulations pendant la campagne des présidentielles, puis jeté à l'opinion publique lors de l'occupation de la basilique de Saint-Denis par des sans-papiers, nous dénonçons à quiconque le droit de l'utiliser pour écrire que Blandine Kriegel est naturellement défendue par des royalistes qui seraient les défenseurs attirés de l'ordre moral.

A l'intention des policiers de la Bonne Pensée libéral-libertaire, nous rappellerons que notre journal a soutenu Ségolène Royal quand elle avait fait campagne, voici plus de dix ans, contre les effets de la violence télévisée sur les enfants. Ce n'est pas notre faute si les socialistes n'ont rien fait et si c'est la droite qui se prépare à légiférer.

Nous sommes toujours prudents lorsqu'il s'agit d'émettre des jugements sur les mœurs, car nous sommes attachés à la distinction entre les prescriptions morales (que nous ne saurions donner) et les jugements politiques. Mais nous sommes en droit de dire notre opinion lorsque nous sommes en présence d'une idéologie implicitement normative (par exemple la « révolution sexuelle » de 1968) et face à la diffusion massive d'images violentes.

Quant à la « libéralisation des mœurs » nous avons souvent moqué ceux qui dénoncent le « tabou sexuel » alors qu'on ne cesse de parler et de montrer le Sexe, et prié les destructeurs de tabous de nous dire s'il était *interdit d'interdire* l'inceste et le meurtre.

Quant à « l'ordre moral », nous trouvons étrange que nos modernes moralisateurs approuvent l'interdiction de fumer dans les lieux publics tout

en faisant la promotion des drogues douces dans leurs congrès.

Quant à la diffusion d'images violentes, nous ne cessons de répéter que la télévision ne médiatise rien, mais qu'elle diffuse sans relâche de la pulsion. Moins il y a de paroles pour donner sens aux images, plus la pulsion est violente. Dans l'ordre (anti) politique, Hitler est le maître incontesté du spectacle pulsionnel. Dans le domaine artistique, la pornographie est une diffusion en gros plans du fonctionnement des appareils reproducteurs mâle et femelle qui est le contraire de l'érotisme et qui n'a rien à voir avec la libération de la jouissance – la promotion d'une célèbre pilule érectile par *Le Nouvel observateur*, trente ans après la célébration de la « révolution culturelle », étant significative à cet égard.

C'est dire que tous ceux qui inscrivent le rapport de Blan-

dine Kriegel dans le débat sur l'ordre moral, sur la libération des mœurs et sur la censure des œuvres artistiques sont hors sujet. Ce rapport est politique, donc juridique. Il procède du droit : droit essentiel à la sûreté, respect de la dignité de la personne humaine réaffirmé par le Préambule de 1946. Il invoque la légalité – les lois sur la protection de l'enfance. Il n'appelle pas à la censure mais à des contrôles renforcés de la diffusion massive d'images violentes afin d'éviter les traumatismes incontestablement liés à ces images et les passages à l'acte (viols collectifs) dont on s'indigne au journal télévisé – peu de temps avant le porno de la soirée.

D'où les recommandations sensées qui portent sur la mise hors de portée des enfants de la pornographie, la réorganisation de la Commission de classification des films et le renforcement des missions du Conseil supérieur de l'audio-visuel (1). Rien de plus, rien de moins : ces recommandations ne sauraient être confondues avec les déclarations et propositions d'autres personnalités.

La question est maintenant de savoir si le gouvernement saura résister aux remontrances et aux insinuations de la mouvance libérale-libertaire et aux fortes pressions exercées par l'industrie cinématographique. Réponse le 12 décembre, à l'Assemblée.

Sylvie FERNOY

(1) Texte du rapport sur le site du ministère de la Culture.

La vie en rose

Puisque la nation est dépassée, *La Marseillaise* n'a plus de raison d'être. Nous proposons que *La Vie en rose* devienne notre nouvel hymne national – ou plutôt le « Chant de l'entité française ».

Raffarin l'Enchanteur ! Sarkozy le magicien ! En deux jours, ils ont réussi l'incroyable : éviter le séisme d'un « nouveau 1995 » qui eut ébranlé les fondements du Pays réel.

Pour les agriculteurs en colère, c'était facile : le véritable patron de la FNSEA est à l'Élysée. Pour les routiers, c'était plus délicat. Mais le gouvernement s'est sorti d'affaire en moins d'une journée, le 25 novembre. Comment ? En organisant un dispositif policier qui lui a permis de casser la grève. Dites plutôt : par la mise en place intelligente d'une dissuasion légère aux points sensibles afin que les CRS puissent éclairer les routiers, menacés de retrait de permis de conduire, sur leurs véritables intérêts.

Comme la CGT-FO avait signé un accord salarial avec le patronat avant le déclenchement du conflit afin de prendre un avantage sur la CFDT, la dynamique mobilisatrice a été brisée avant même l'installation de rares barrages. La télévision, toujours objective, nous a même montré un chauffeur qui n'avait « aucun problème de salaire », et un autre qui n'était « pas intéressé par le treizième mois ». Verra-t-on un jour des ouvriers réclamer des diminutions de salaires ? Rien n'est impossible dans la France de Dame Tartine.

Quant à la journée de défense des services publics, elle

s'est limitée aux défilés traditionnels (cent mille manifestants pour toute la France, tout de même) et à des grèves dans les transports (surtout aériens) dont l'effet perturbateur fut des plus limités.

Le reste n'est que brouille puisque la télévision, baromètre du climat social, ne consacre que quelques minutes par semaines aux conflits sociaux non spectaculaires : la télévision de service public ne s'est pas intéressée à la longue grève de France 2 et France 3, ni à l'imposante journée de manifestation dans la métallurgie qui a réuni 25 000 manifestants dans toute la France le 14 novembre, ni aux dures manifestations qui se sont déroulées en Guadeloupe le même jour, et fort peu à la longue grève des inspecteurs du permis de conduire. Bon apôtre du « local », le gouvernement est proche du terrain quant il s'agit des intérêts des notables, mais les grèves sectorielles et les conflits localisés sont considérés en haut lieu comme des anecdotes.

Point ultime en forme de miracle : le taux de chômage reste stable alors que les plans de licenciements se multiplient. Et ne croyez surtout pas ceux qui affirment que le taux de radiation des fichiers de l'ANPE a presque doublé en un an. Bonne gouvernance, Monsieur Raffarin, faites de beaux rêves...

Annette DELRANCK

Quand le bâtiment ne va pas...

Il est toujours d'un grand intérêt d'apprécier l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics, qui fournit un bon indicateur sur la santé économique et sociale d'un pays.

Par ses choix politiques, l'État exprime sa volonté de soutenir l'économie et sa confiance dans l'avenir. C'est lui qui décide la mise en place de politiques fiscales plus ou moins favorables aux investissements publics et privés. Avec les autres collectivités territoriales, les ministères sont à l'initiative des grands travaux d'infrastructures. Les particuliers aussi contribuent fortement au dynamisme de la construction car beaucoup voient dans l'acquisition d'un bien immobilier la concrétisation d'une vie de travail.

Le bon sens populaire se trouve donc vérifié : *quand le bâtiment va, tout va*.

Comment se comportent aujourd'hui les ultra-libéraux européens ? Plutôt mal.

Faisons un tour de quelques informations récentes publiées par la presse économique : « *Sixième année de récession pour le BTP allemand* » titre un article du *Moniteur* paru le 7 juin 2002. Et de poursuivre, « *lors de la sixième année de récession ininterrompue, les dépenses de construction ont baissé de 5,8 % en 2001... des conséquences dramatiques... Holzmann a déposé son bilan... Walter Bau a frôlé la faillite...* ». Et dans le numéro du 21 juin 2002 on lit que « *la grève, qui vient de commencer dans la construction allemande, est la première épreuve de force dans le secteur depuis 1945.* »

Du côté des Helvètes, nous avons appris le 4 novembre que le secteur de la construc-

tion suisse avait connu sa première grève depuis 55 ans - très révélatrice à l'échelle européenne de l'ampleur de la crise sociale qui s'annonce. Le commentateur du *Figaro* du 2 novembre ne s'y trompe pas, qui précise : « *cette rupture soudaine du dialogue social intervient alors que le pays est en récession. Les licenciements se multiplient, l'inquiétude gagne et les luttes se durcissent.* »

En France, la réalité est plus contrastée. En cette fin d'année, la confiance des particuliers est toujours forte. Le nombre des mises en chantiers de logements se maintient à un niveau élevé. Mais pour combien de temps si les faillites d'entreprises s'étendent avec leurs cortèges de suppressions d'emploi ? Il faut par ailleurs souligner la réduction des investissements des collectivités publiques et des entreprises privées. Le recul est proche de 13 % en valeur sur les douze derniers mois.

Par effet d'entraînement, par les menaces qui pèsent à nouveau sur les emplois, toute l'activité du bâtiment risque d'entrer en crise. En bonne logique économique et politique, le budget 2003 aurait dû affirmer l'ambition affirmée de soutenir la construction de nouveaux logements - plus particulièrement dans le secteur social fortement déficitaire. Tel n'est pas le cas, à cause du stupide pacte de stabilité européen. A Paris comme à Berlin, la même politique aura les mêmes conséquences.

François ENNAT

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
 Adresse :
 Profession : Date de naissance :
 souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)
 ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Au nom de la loi - p.3 : La vie en rose - Quand le bâtiment ne va pas... - p.4 : Agriculteurs : marge arrière et marche arrière... - p.5 : L'aveu - p.6/7 : Nouvelles lignes de front - p.8 : Le retour des spectres - p.9 : Sur la pensée de John Rawls - p.10 : En lisant le livre de M^{me} Adler - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Leur contre-révolution

RÉDACTION-ADMINISTRATION
 17, rue des Petits-Champs,
 75001 Paris
 Téléphone : 01.42.97.42.57
 Télécopie : 01.42.96.05.53
 Dir. publication : Yvan AUMONT
 Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Agriculteurs : marge arrière et marche arrière...

Les manifestations paysannes marquant le conflit entre les agriculteurs et les grandes surfaces n'ont pas duré vingt-quatre heures. Nous avons demandé à Christian Jacquiau qui connaît parfaitement « *Les coulisses de la grande distribution* » (1) de nous expliquer ce résultat spectaculaire.

Depuis que l'homme échange, la rémunération du commerçant a toujours été basée sur la différence entre le prix d'achat et le prix de vente, plus communément appelée *la marge*.

Dans la grande distribution, cette première rémunération est appelée *marge avant* pour la distinguer d'une autre, imposée dans des conditions qui s'assimilent le plus souvent à du racket : *la marge arrière*. La *marge avant* est souvent extrêmement limitée (entre zéro et 5 %) ce qui permet aux hypermarchés et supermarchés de faire illusion en laissant croire qu'ils pratiquent des *prix bas*. Ils se rattrapent en exigeant de leurs fournisseurs (entreprises ou paysans) des remises pharaoniques (35 %, 45 %, parfois beaucoup plus...) qui constituent les fameuses *marges arrières*. Elles ne sont jamais répercutées aux consommateurs.

Les grands distributeurs français ont mis en place un mécanisme de *racket* unique au monde. Dans ce système, qui n'ose avouer son nom, les fournisseurs doivent non seulement *consentir des prix*, mais aussi *payer* un droit d'entrée pour être référencés, *offrir* à l'ensemble des magasins du réseau des marchandises gratuites lors des premières livraisons, *payer* pour voir leurs produits exposés à un emplacement privilégié ou en *têtes de gondole*, *payer* pour financer les campagnes promotionnelles, *payer* pour figurer dans les catalogues, *payer* lors de l'implantation de

nouveaux magasins, *payer* lors de la réfection ou de l'amélioration des plus anciens, *payer* même pour se faire payer leurs propres factures. *Payer et payer encore...* *Payer* sans plus savoir pourquoi, puisqu'il n'y a plus de lien entre le prix payé et la réalité de la prestation fournie par le distributeur à son fournisseur.

A tel point qu'un médiatique grand distributeur a, pour la première fois au cours du mois de mai 2002, lancé une massive campagne de communication reconnaissant implicitement le phénomène de facturation sans cause.

Cela fait trente ans que cela dure et que le législateur essaye de régler la situation, sans succès.

En moins de 24 heures, le gouvernement Raffarin vient de réussir là où trois décennies de discussions n'ont jamais abouti. On nous le dit...

Le Premier ministre connaît bien les pratiques de la grande distribution. Avant de se consacrer exclusivement à sa carrière politique, Jean-Pierre Raffarin, a été représentant de commerce. Ses clients ? Tous les grands noms de la grande distribution. Ministre du Commerce et de l'Artisanat, il a même tenté en 1996 de limiter l'hégémonie des supermarchés et hypermarchés par une loi (2), hélas totalement inefficace (3), qui porte son nom.

Il aura fallu toute l'habileté de communicant de l'homme de marketing, doublée de l'expérience de terrain de l'ancien chef de produit des cafés Jacques Vabre, devenu Premier ministre, pour nous faire

croire que tout ce qui n'a jamais été fait jusqu'à présent a pu être réglé en 24 heures chrono.

En moins d'une journée, la confiance était retrouvée et les barrages disparaissaient. Comme s'ils n'avaient jamais existé. Alors que les partenaires se confondaient en communiqués victorieux, le Premier ministre, en déplacement dans la Vienne, saluait avec emphase le « *sens de la responsabilité des dirigeants agricoles et des responsables de la distribution qui ont discuté et négocié* ». Record historique pour un conflit social d'une telle ampleur : la pièce en trois actes se sera jouée en moins d'un tour d'horloge ! Retour sur les faits...

- Jeudi 21 - 20 heures : mobilisation générale, 13 000 agriculteurs bloquent l'intégralité des 71 plates-formes par lesquelles transitent plus de 90 % des produits agricoles et alimentaires consommés sur le territoire français (4) ;

- Vendredi 22 - 10 heures : début des négociations expresses expédiées, un record, en moins de deux heures ;

- Vendredi 22 - 14 heures : levée de tous les barrages ;

- Vendredi 22 - en début de soirée : grands distributeurs et agriculteurs redeviennent les meilleurs amis du monde.

Ainsi donc, un accord turbo, n'engageant personne sur pratiquement rien, aurait permis de régler un différend vieux de tant d'années. Qui peut le croire ? Comment l'expliquer ?

Était-ce l'arrivée du Beaujolais nouveau... qui ne pouvait

attendre plus longtemps, la capacité inégalée de persuasion de Jean-Pierre Raffarin ou le « *sens de la responsabilité des dirigeants agricoles et des responsables de la distribution* » qui avait permis à la raison de l'emporter ?

Sans doute un peu les trois. A moins...

A moins que le Premier ministre, qui redoute tant la montée du mécontentement et des revendications sociales, n'ait eu les mots qui conviennent pour expliquer aux leaders de la FNSEA qu'au moment où la Politique Agricole Commune (PAC) est contestée par nos partenaires européens, il était plus que raisonnable de ne pas trop contrarier Maignon, ni fâcher l'Élysée...

Il ne restait plus alors aux leaders de la FNSEA qu'à essayer de faire passer, aux yeux de l'opinion comme à leurs militants, une capitulation pour une victoire. Et aux médias à relayer la pseudo bonne nouvelle...

Christian JACQUIAU

(1) Christian Jacquiau - « *Les Coulisses de la grande distribution* », Ed. Albin Michel, prix franco : 18,29 €.

(2) Loi n° 96-603 dite « loi Raffarin » soumettant, entre autres, à autorisation tout projet de création d'un magasin de commerce de détail d'une surface de vente supérieure à 300 m². Elle devait être beaucoup plus contraignante que la loi Royer et constituer un coup d'arrêt à l'hégémonie de la grande distribution. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

(3) Malgré de belles promesses, la loi Raffarin, censée donner un coup d'arrêt à l'implantation de nouvelles grandes surfaces a eu l'effet inverse de celui annoncé. Gel des grandes surfaces ? Jamais autant de mètres carrés n'ont été autorisés depuis : 622 911 m² en 1996, 1 241 249 m² en 1997, 1 854 183 m² en 1998, 2 701 000 m² en 1999 et même... 3 025 000 m² en 2000, année de tous les records !

(4) Cinq centrales d'achats contrôlent plus de 90 % du marché des produits de consommation courante : Carrefour 26,2 % - Lucie (centrale d'achats commune à Leclerc et Système U) 23,8 % - Opéra (centrale d'achats commune à Casino, Cora, Franprix, Leader Price et Monoprix-Prisunic) 5,7 % - Intermarché 14,4 % - Auchan 12,9 % (source : Référence Secodip cité par LSA, n° 1746, 22 novembre 2001).

L'aveu

Le compte à rebours a commencé. Le calendrier fixé par la résolution 1441 sur l'Iraq contraint Saddam Hussein à la faute.

Pendant que la France s'attachait aux procédures qui conduisent à revenir devant le Conseil de sécurité avant tout recours à la force, l'administration Bush, elle, privilégiait le droit sous une forme particulièrement chère à la culture juridique américaine. L'élément essentiel en est la déclaration, exigée des autorités iraqiennes pour le 8 décembre, des installations et des matériels pouvant servir à la production d'armes de destruction massive. A l'image de la déclaration en douane à l'entrée sur le territoire américain, elle ouvre la porte à une condamnation plus rigoureuse ; ce qui est le plus grave ce n'est pas d'avoir importé un article défendu, mais de ne pas l'avoir déclaré. Le mensonge, l'oubli ou la simple négligence deviennent le plus grave délit : celui de parjure. On se souvient de l'affaire Levisky où tout le débat tenait dans la véracité de la déclaration du président Clinton. En dehors des familiers du droit américain, qui peut comprendre la réelle portée du choix de plaider coupable ou non coupable ? Vous serez plus

facilement excusé si vous plaidez coupable. Saddam Hussein est certainement le dernier à pouvoir entrer dans ce jeu.

Or tout va en dépendre. Le dossier contre lui sera fondé sur la déclaration, bien entendu fausse, en tout ou en partie, ne serait-ce que sur un seul point, attendue le 8 décembre.

Les Nord-Coréens, eux, l'ont compris. L'opinion internationale s'est étonnée du double standard. Pourquoi Pyongyang s'est-il soudainement résolu à avouer qu'en contravention avec l'accord de 1994 sur un nucléaire exclusivement civil, il avait poursuivi un programme nucléaire militaire ? Pourquoi la Maison Blanche n'en a pas pris ombrage ?

Pyeongyang entendait démontrer par là sa différence avec Bagdad. L'un plaide coupable, l'autre non, cela suffit aux Américains pour pardonner au premier et condamner le second à mort. Cette attitude juridico-morale n'a d'ailleurs rien à voir avec des considérations stratégiques ou de sécurité. Les inspecteurs de l'Agence internationale à l'énergie atomique vont vraisemblablement conclure à l'existence d'un danger nucléaire bien plus grave dans le cas coréen que dans le cas iraquien. Cela est d'autant plus sensible que la Corée-du-Nord a bénéficié d'un appui du Pakistan et que les filières du terrorisme d'Al-Qaïda conver-

gent vers Karachi et non pas vers Bagdad.

L'argument selon lequel le timonier suprême coréen est un partenaire auquel on pourrait plus faire confiance, plus doué de raison ou plus apte au raisonnement, c'est-à-dire plus réactif à la dissuasion, que ne l'est le raïs iraquien, a été balayé par quelques-uns des meilleurs analystes américains des relations internationales. Ils ont ainsi mis en évidence l'erreur des conseillers à la Sécurité nationale de Bush qui ont fait prévaloir une nouvelle doctrine stratégique : la frappe préventive au lieu de la dissuasion.

L'histoire de l'après-guerre froide, y compris celle de la guerre du Golfe, sans parler de celle des conflits qui n'ont pas eu lieu, révèle que la doctrine de la dissuasion fonctionne et qu'elle ne se limite pas à l'existence de partenaires aussi fiables que ne l'étaient, rétrospectivement, Staline, Khrouchtchev ou Brejnev.

Il faudra un jour dénoncer l'incapacité conceptuelle des anciens combattants de la guerre froide, kremlinologues et soviétologues, milieu auquel appartient la conseillère à la sécurité du Président, Mme Condoleezza Rice, à imaginer autre chose, et dans cet exemple, à passer de l'autre côté du miroir.

Yves LA MARCK

PS : Tout parallèle avec les procès communistes que le titre (dû à Arthur Koestler) de cet article pourrait suggérer, n'est ni fortuit ni accidentel.

BRÈVES

♦ **IRAQ** - A l'initiative de six mouvements iraqiens d'opposition au régime de Saddam Hussein, devrait se tenir à Londres à la mi-décembre un congrès pour préparer « l'après-Saddam ». Le Mouvement pour la monarchie constitutionnelle, dirigé par Al-Charif Ali ben Hussein fait partie des organisateurs de cette assemblée qui doit réunir plus de trois cent délégués, personnalités indépendantes ou représentants de quelques cinquante mouvements et organisations politiques. Le chef du mouvement monarchiste a déclaré : « Nous oeuvrons pour le changement du régime iraquien depuis trente ans. Évidemment nous préférons que ce changement soit effectué par le peuple iraquien, mais nous devons prendre en considération le fait que les Américains pourraient nous devancer... ». Devant cette perspective il estime que les participants du Congrès devraient se mettre d'accord pour « mettre en place une administration civile transitoire qui prendrait la relève des forces menées par les États-Unis » et « proposer au peuple iraquien, par voie de référendum, le choix d'un nouveau régime ».

♦ **ITALIE** - Mettant fin à une longue procédure de révision constitutionnelle, le président de la République a signé la loi abolissant les dispositions qui frappaient de bannissement les héritiers de la Maison de Savoie. Le consul d'Italie en personne est venu solennellement remettre des passeports italiens au prince Victor-Emmanuel, à son épouse Marina Doria et à leur fils Emmanuel-Philibert. « Nous sommes enfin des Italiens comme les autres. A présent, pour la première fois, je me sens 100 % italien » a déclaré, très ému, Emmanuel-Philibert. La date du retour effectif de la famille royale en Italie n'est pas encore fixée. En effet, le prince Victor-Emmanuel, âgé de soixante-cinq ans, a subi une lésion de deux vertèbres dans un accident début octobre et ne peut, pour l'instant, voyager.

♦ **OMAN** - Nouvelle étape vers la démocratisation du régime : le sultan Qabous Ben Saïd vient d'élargir le corps électoral en donnant le droit de vote à tous les citoyens de plus de vingt et un ans. Précédemment, en raison de la loi électorale censitaire, seul un quart des habitants participait aux élections. Le prochain scrutin pour la désignation des quatre-vingt-trois membres du Conseil consultatif de la Shoura aura lieu en 2003.

♦ **GRÈCE** - Mettant fin à une longue bataille judiciaire, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné le gouvernement socialiste grec à verser plus de 13 millions d'euros (85 millions de francs) à la famille royale en dédommagement des biens qui lui avaient été confisqués en 1994. Vivant en exil depuis 1967, le roi Constantin a déclaré « qu'il avait été victime d'une grande injustice que le peuple comprend » et que « la plus grande insulte qui peut être faite à un Grec est de lui dire qu'il n'est pas grec », que lui-même « avait servi dans l'armée grecque, qu'il a payé des impôts à l'État grec et qu'il a gagné une médaille d'or olympique pour la Grèce ».

Les formations politiques qui avaient animé la vie politique depuis la Libération agonisent sous nos yeux ou se recomposent en sacrifiant leurs principes. Des intellectuels qu'on croyait liés par des soucis communs se déchirent. Des alliances se font et se défont à l'intérieur des grandes familles politiques, dont les contours sont devenus flous. Décompositions, flottements et polémiques annoncent des réalignements stratégiques en vue des prochaines batailles. Nous soumettons à la critique de nos lecteurs une esquisse de ces nouveaux tracés.

Baudelaire haïssait le mouvement qui déplace les lignes. S'il revenait parmi nous, décidé à chausser les croquenots du militant, le cher poète serait dans tous ses états. Ce ne sont pas des déplacements, mais des bouleversements, des fractures, des séismes - celui du premier tour de l'élection présidentielle était le plus spectaculaire. Aussi différents soient-ils dans leurs effets, ces grands chocs nous donnent à voir ce qui se meurt et ce qui est déjà mort.

Morituri

Allons vite. Le Parti communiste est en phase terminale, laminé par les contradictions de l'histoire. Le mouvement gaulliste a été détruit par Jacques Chirac et ses ultimes restes ont été mis en terre par Alain Juppé sous le regard patelin du Premier ministre. Le Parti socialiste, celui de Jean Jaurès et de Léon Blum, restauré par un républicain de gauche (François Mitterrand) et maintenu dans un état schizophrénique par Lionel Jospin (1), est en train d'achever sa mue libérale. Sous ses différentes formes partisans et militantes, la démocratie chrétienne s'efforce courageusement de survivre alors que presque tout le monde a oublié qu'elle fut admirable dans la Résistance et qu'elle joua un rôle majeur dans les années qui suivirent la Libération.

Nostalgie ? Non point. Nous n'oublions pas le stalinisme, ni les ambiguïtés du « mitterrandisme ». Mais il n'est pas inutile de pointer froidement ce que la collectivité nationale a perdu : avec le Parti communiste, l'expression politique (raisonnée, non pulsionnelle) d'un peuple protestataire, patriote, aspirant au progrès matériel et intellectuel ; avec le Parti socialiste, une expression de la justice

sociale dans une perspective réformatrice ; avec le mouvement gaulliste, le souci de l'indépendance de la nation ; avec la démocratie chrétienne une exigence sociale inspirée par la défense et la promotion des valeurs morales. On comprend que beaucoup de citoyens se sentent perdus - surtout les socialistes car la dérive idéologique et politique de leur parti a été rapide.

Galaxies

Cela signifie-t-il que nous sommes entrés dans une complète décadence intellectuelle et morale ? Certainement pas. La « mort des idéologies » est une baliverne et notre déclin politique une illusion romantique. Après cinquante ans de vie politique structurée, après la chute de l'empire soviétique, la globalisation marchande et la destruction délibérée des structures nationales (délabrement institutionnel, privatisations, décentralisme), il est normal que chacun cherche ses marques.

Contrairement à ce que l'on serine, les valeurs (les « repères ») sont toujours là : les théologiens des trois monothéismes et les philosophes les désignent et les rendent intelligibles. Le débat intellectuel est intense et roboratif. Et nos diverses familles idéologiques demeurent vivantes, pour le meilleur ou pour le pire, mais certaines n'ont pas encore trouvé ou retrouvé leur forme partisane et leur représentation électorale.

Pour fixer les idées et nourrir le débat, sans prétendre à une description complète d'un terrain mouvant, où abondent les passerelles et les parties communes, évoquons brièvement les six galaxies idéologiques qui nous sont familières avant d'en désigner plus précisément une septième.

Familles politiques

Nouvelles lignes de front

1/ La Gauche révolutionnaire. C'est une des plus anciennes. Longtemps subjuguée par le Parti communiste, elle exprime un des aspects de la protestation populaire, démocratique et sociale. La Ligue communiste, Lutte ouvrière, les syndicats SUD, la revue *Politix* expriment cette tendance. Son mythe : la Révolution, mais la conquête du pouvoir s'oublie dans une fonction revendicative. Son mot d'ordre : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Sa base est populaire.

2/ Le nationalisme autoritaire. Né avec Barrès, interprété à sa manière par Maurras, ce vieux courant juxtapose comme chiens et chats le Front national, le RPF (Charles Pasqua), certains réseaux « souverainistes ». Son mythe : la nation autarcique. Sa fonction est protestataire. Sa base est populaire.

3/ Les libéraux-libertaires. Issue de la révolution culturelle de Mai 1968, cette mouvance rassemble les Verts, une partie de la deuxième gauche (anciens du PSU), les anars traditionnels (CNT-FAI), certains ultra-libéraux et se retrouvent dans *Libération* et *Charlie hebdo*. Sa culture est anti-autoritaire, son mythe est peu ou prou la démocratie autogestionnaire, l'autonomie en tout et partout qui implique la destruction de l'État et de toute institution ainsi que le rejet de la nation. Sa fonction ? Libératrice quant aux mœurs : se libérer des tabous, « jouir sans entraves ».

4/ La gauche libérale se situe quelque part entre Tony Blair et Bill Clinton, en attendant de se placer sous l'égide de Laurent Fabius ou de Dominique Strauss-Kahn. Elle a absorbé l'idéologie libérale

et professe le pragmatisme, donc le rejet de toute pensée politique et de tout mythe mobilisateur. Sa fonction est gestionnaire. Son discours est celui de la « modernité ». Sa base sociale est bourgeoise - de cette bourgeoisie qui se reconnaît dans les éditoriaux du *Monde* et dans la ligne du *Nouvel Observateur*.

5/ La droite libérale regroupe l'UMP, la direction du Medef, la FNSEA, la CGPME, d'innombrables clientèles et réseaux affairistes. Sa puissance médiatique est considérable : *Le Figaro*, *L'Express*, *Le Point*, TFI. Sa fonction est gestionnaire : à ses yeux, le pouvoir politique est son patrimoine naturel, héréditairement transmis. Sa base est bourgeoise mais des fractions du gaullisme populaire subsistent.

6/ La galaxie républicaine a pris clairement conscience de son existence politique lors de la campagne de Jean-Pierre Chevènement. Elle comprend des communistes, les gaullistes de droite et de gauche, les royalistes de la NAR, des socialistes, des démocrates chrétiens, des syndicalistes (FO, CGT, CFTC) : ceux qui se réfèrent à la nation millénaire et à l'État garant de l'intérêt général et qui tentent de reconstituer, de siècle en siècle le « parti des politiques ». Sa base sociale est composite : hauts fonctionnaires, enseignants, classes moyennes...

Une méconnue

Reste une galaxie très peu explorée, même si ses différents aspects sont visibles à l'œil nu. L'ensemble a une cohérence relative, et ses différents éléments me paraissent détenir la réalité du pouvoir idéologique et politique dans notre pays. Faute de mieux, et à titre provisoire, nous collerons l'étiquette *supranationale* sur cette méconnue.

Incomplet, révisable, un premier inventaire m'incite à y placer la vieille tendance socio-chrétienne du Parti socialiste (Jacques Delors, Martine Aubry), une fraction de la deuxième gauche rocardienne, des centristes (MM. Barre, Barrot, Balladur, Bayrou, Raffarin), une droite classique (Charles Millon, Chantal Delsol), la direction de la CFDT qui est un syndicat-parti, de hauts dirigeants d'institutions financières (Michel Camdessus, ancien président du FMI, Jean-Claude Trichet) qui se réclament du catholicisme (de même que l'influent Jean Boissonnat ou encore Pascal Lamy). Ces « supranationalistes » plus ou moins avoués disposent d'organes de presse importants et de très bonne qualité (*Télérama*, *Alternatives Économiques*, *Esprit*) et ont de nombreux répondants en Europe dans les partis et organes sociaux-chrétiens et libéraux.

Leur fonction est gestionnaire, mais ils agissent au nom d'une utopie mobilisatrice : l'Europe fédérale, implicitement inspirée par des idées catholiques (on leur doit le « principe de subsidiarité ») plus ou moins affirmées. Leur doctrine reste souvent implicite, mais les causes humanitaires qu'ils défendent (les Albanais du Kosovo, les indépendantistes tchétchènes) montrent qui sont leurs ennemis : les Serbes, les Russes, et plus généralement les défenseurs des « États-nations » - à commencer par les gaullistes, ennemis quasi héréditaires de ces disciples de Jean Monnet et Robert Schumann. Leur moralisme paraît d'autant plus irrécusable qu'ils invoquent l'esprit de sacrifice (dolorisme), pratiquent la compassion, célèbrent la globalisation (confondue avec l'universel) et le décentralisme. Situés à droite et à gauche, ces supranationalistes constituent l'axe de toutes les gouvernances - de Michel Rocard à Jean-Pierre Raffarin - et fournissent à l'oligarchie son corpus idéologique.

Stratégies

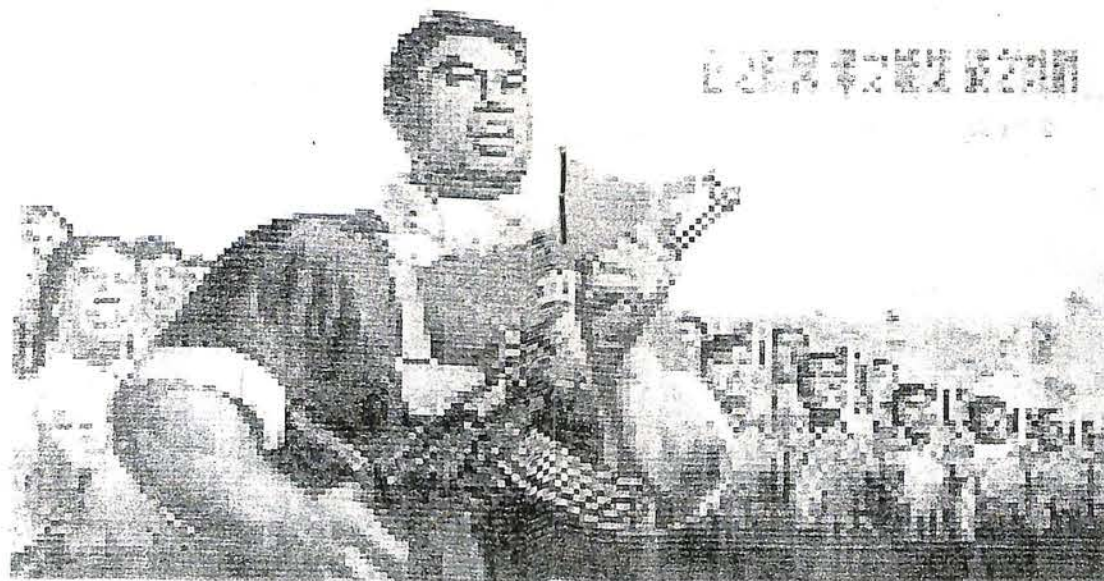
Les supranationalistes sont donc à la tête du pays - Jacques Chirac n'étant qu'un épiphénomène toujours prêt à conclure les alliances qui favoriseront sa carrière. Mais leur base sociale est fragile, le peuple de droite et le peuple de gauche s'étant tourné vers des formations hors système. Et ils sont obligés d'affronter le parti des politiques (qui a déjà gagné la bataille idéologique) et le courant « anti-mondialiste ». Il est vrai que la forteresse supranationaliste paraît impenable puisque ses chefs disposent de tous les pouvoirs institutionnels, de moyens économiques et financiers considérables et d'impressionnants relais médiatiques...

L'issue de la bataille est encore incertaine mais les lignes de front se sont clarifiées : d'un côté l'oligarchie supranationaliste qui applique une stratégie de la tension (à propos de la menace terroriste, de la délinquance urbaine) pour rassembler les amis de l'ordre et qui peut compter sur la pulsion national-populiste pour faire peur ; de l'autre, le parti des politiques et les masses anti-mondialistes qui jusqu'à présent ne se sont guère fréquentés. C'est dans cette vaste bataille qu'il faut situer l'offensive contre les « nouveaux réactionnaires » (ou supposés tels) menée par Daniel Lindenberg (2), un des meilleurs représentants de la gauche laïque et démocratique. Offensive assez énigmatique, mais qui paraît d'ores et déjà désespérée...

B. LA RICHARDAIS

(1) cf. Gérard Desportes et Laurent Mauduit - « L'Adieu au socialisme », Grasset, 2002, prix franco : 19,50 €.

(2) cf. l'article en page 8 de ce numéro.



◆ « Anéantissons fermement tous les ennemis qui osent nous attaquer ». (Affiche révolutionnaire chinoise de 1970)

Le retour des spectres

Dans la bataille des « Nouveaux réactionnaires » (1), beaucoup de citoyens sont déconcertés. Est-ce là une vraie bataille ? Pourquoi se bat-on avec tant de rage ? S'il faut choisir son camp, où est la ligne de front ? Et sous quel drapeau se ranger ?

Et nous mêmes, à Royaliste, pouvons-nous analyser de manière sereine la situation et émettre un jugement rigoureusement fondé puisque nous avons contracté une importante dette intellectuelle envers Régis Debray, Marcel Gauchet, Daniel Lindenberg, Pierre Rosanvallon, Pierre-André Taguieff, Shmuel Trigano... qui se situent aujourd'hui dans des camps opposés ?

Sur ce dernier point, notre réponse sera brève : à l'égard des amis et des maîtres, devoir de vérité ! C'est que nous sommes dans un affrontement sérieux. Par son ampleur, par sa dureté, la polémique évoque la bataille des « nouveaux philosophes » qui avait marqué la fin de la prédominance marxiste. Et c'est le même type d'ouvrage qui a enflammé les esprits : un pamphlet, écrit à la va-vite par un intellectuel patenté. *La Barbarie à visage humain* de Bernard-Henri Lévy était un essai brillant mais approximatif. Les Nouveaux

réactionnaires ont jailli de la plume d'un solide historien des idées (2) qui, cette fois, ajoute aux erreurs manifestes – notamment sur le maurrassisme – nombre de jugements à l'emporte-pièce.

A juste titre, les historiens et les philosophes avaient corrigé, mais en vain, les copies de ces « nouveaux philosophes » qui n'étaient que de jeunes agrégés de philosophie. De même, le relevé des invraisemblables amalgames fabriqués par Daniel Lindenberg n'a pas étouffé le débat qui fait rage autour du livre. C'est que nous ne sommes pas dans une dispute philosophique (comme celle qui avait opposé les « républicains » et les « démocrates » voici une douzaine d'années) mais au début d'un règlement de comptes idéologique et politique. Le brûlot de Daniel Lindenberg est utilisé comme une arme. Militant pris dans une bagarre qui tourne mal, il n'a pas eu le temps de forger une belle lame mais seulement de tailler un gourdin. Ce ne sont pas les vilains nœuds de l'objet contondant qui importent, mais l'usage qui en est fait.

Dans l'armée P.S., notre ami Daniel est colonel au régiment de la Gauche socialiste. Le 21 avril dernier, le général en chef, battu, a fui ses responsabilités laissant son état-major faire retraite. Dans un retranschement de fortune, le vaillant Lindenberg voudrait tenter

une contre-offensive. Sur sa carte d'état-major, il tente d'y voir clair et place les figurines ennemies : des soldats de plomb en costume blanc, hors d'âge. Ce sont les Réactionnaires : un mélange baroque d'individualistes haineux, d'esthètes mélancoliques et de vieux imbéciles qui postent des manuscrits contre l'égalité en même temps que leurs feuilles de Sécurité sociale. Avec leurs pétaires rouillées, ces épouvantails ont cessé de faire peur.

Pour rendre crédible le Pêril réactionnaire, pour qu'il serve à remobiliser le Parti socialiste dans un réflexe de « défense républicaine » laïque et égalitaire comme sous la III^e République, notre stratège a ajouté aux débris de Colombe des républicains de Valmy et des démocrates exemplaires qu'il a baptisé « nouveaux réactionnaires » sous divers prétextes : l'un, qui écrit sur la religion, serait devenu cléricale, l'autre qui s'interroge sur les paradoxes de la démocratie serait antidémocrate, un troisième, adversaire de l'ultra-libéralisme économique, serait politiquement « illibéral ». Ayant constitué sa ligne de soldats de plomb, le vaillant colonel a pris son gourdin et s'en est allé frapper au hasard dans la nuit.

Bilan de l'attaque ? Les vrais réactionnaires sont ravis : on les cherche, on les frappe, on

clame que les vieux spectres sont dangereux. Mais, hormis ces francs-tireurs, le champ de bataille est vide. L'élite rose, petits marquis trop vite montés en grade ou ganaches corrompues, se chamaille dans des abris douille. L'armée « socialiste » est passée au centre droit de la galaxie « supranationaliste (3) tout le flanc gauche étant massivement occupé par les nouvelles recrues de la gauche classique – anti-libérale, anti-impérialiste, anti-belliste – qui défient la citadelle oligarchique que démocrates et républicains d'autres tendances veulent détruire au plus vite. C'est contre celle-ci que la bataille se livre. Le colonel Lindenberg n'a organisé qu'une escarmouche, au cours de laquelle il a cabossé des crânes amis et reçu une volée de bois vert (4).

C'est d'autant plus triste que cette lutte contre les spectres réactionnaires a été engagée pour la défense de deux « pôles » devenus fantomatiques : une « droite libérale » qui s'est reniée en organisant le naufrage de nos institutions et en renonçant à l'indépendance nationale ; une « gauche égalitaire » qui a liquidé le secteur public et nationalisé – l'un des principaux moyens d'application du principe d'égalité. Le socialisme n'est plus dans le Parti socialiste et le socialiste Lindenberg, qui invoque « l'économie de marché » (p. 14), est un soldat perdu. Il faut espérer de tout cœur qu'il saura retrouver les siens.

Maria DA SILVA

(1) Daniel Lindenberg, « Le rappel à l'ordre, Enquête sur les nouveaux réactionnaires », La République des idées, Seuil, 2002. Prix franco : 11 €.

(2) Cf. « Les années souteraines 1937-1947 », La Découverte, 1990 (prix franco : 25 €) et notre entretien avec l'auteur dans *Royaliste* n° 552.

(3) Voir pages 6-7 de ce numéro.

(4) cf. le « Manifeste pour une pensée libre » signé entre autres par M. Gauchet, S. Trigano, Ph. Muray, P.-A. Taguieff, dans *L'Express* du 29 novembre 2002.

Sur la pensée de John Rawls

La mort de John Rawls, le 24 novembre, a été saluée par toute la presse comme il convenait en égard à un des penseurs les plus considérables de notre temps. On aurait mauvaise grâce à ne pas se joindre à cet hommage, d'autant plus que l'auteur de *Théorie de la Justice* a ce mérite essentiel d'avoir défendu une certaine primauté de la politique alors que tout un climat favorisait la prédominance de l'économie conçue en termes étroitement libéraux. En s'opposant résolument à l'utilitarisme, Rawls défendait les droits individuels et même plus encore : « Nous pensons que chaque membre de la société possède une inviolabilité fondée sur la justice ou, comme disent certains, sur le droit naturel, qui a priorité sur tout, même sur le bien-être de tous les autres (...) C'est pourquoi dans une société juste, les libertés de base sont considérées comme irréversibles et les droits garantis par la justice ne sont pas sujets à marchandages politiques ni aux calculs d'intérêts sociaux ».

La primauté de la politique par rapport à l'économie, celle de la justice par rapport à l'utilité, avaient des conséquences dans l'ordre social. Même si on a pu abuser du terme d'équité afin de diminuer l'exigence d'égalité avec ses conséquences pratiques, il faut reconnaître que Rawls se définit dès le départ comme un adversaire des injustices sociales et qu'il se dresse contre la brutalité d'un libéralisme sans règles. Américain, il se définissait comme un « libéral de gauche », ce que l'on doit traduire dans le contexte européen par « social-démocrate ». Rien de révolutionnaire en l'espèce. D'ailleurs le souci de Rawls est foncièrement pacificateur. C'est le caractère raisonnable de sa théorie qui lui donnera la chance d'être la plus largement comprise et de produire ainsi le plus large consensus. Se plaçant du côté de la théorie, il laissait place à une certaine souplesse dans la pratique, oscillant entre les exigences de l'efficacité, les opportunités du marché, le rôle de la liberté. Il marquait sa préférence pour « une démocratie de propriétaires » tout en remarquant que « les sociétés réelles avec un régime de propriété privée des moyens de production peuvent connaître de graves injustices ».

Démocrate, John Rawls est attaché à la défense des droits individuels dans le cadre politique. Ce faisant, il retrouve forcément la notion de contrat au fondement du corps social, puisque la question première consiste à accorder l'existence sociale avec le préalable individualiste. Cette notion de contrat est une fiction nécessaire. Si les hommes s'entendent entre eux c'est afin que l'équité leur soit assurée dans leurs rapports, c'est-à-dire la garantie d'un certain nombre de biens pour chacun. Les biens se distinguent comme libertés et droits fondamentaux, chances et opportunités, enfin l'accès aux ressources et richesses économiques. Cela se conçoit dans le cadre délibératif d'un régime constitutionnel.

Cependant, pour que le système fonctionne, il convient de déterminer les conditions d'un accord possible. C'est là que réside l'originalité du penseur et de sa solution. En effet Rawls estime qu'au point de départ une déontologie doit s'imposer et qu'elle s'imposera d'autant plus aisément qu'elle ne sera pas fondée sur des convictions philosophiques particulières et que les citoyens accepteront de jeter un voile d'ignorance sur tout ce qui les mettrait en situation d'inégalité, en les liant à leurs différences personnelles et à leurs statuts sociaux hétérogènes. Ainsi se définit une procédure équitable en vue d'un arrangement juste des institutions.

Le principal avantage d'une solution de cette nature est de penser la question politique la plus importante, celle qui permet l'institution d'une communauté unie autour de l'organisation de la répartition la plus judicieuse des biens. Cela suppose, pour employer un langage thomiste, d'accepter de s'en tenir, par méthode, à un certain degré de la sagesse qui relève non des fins suprêmes mais de l'ordre prudentiel.

Contre toutes les tendances à l'œuvre aujourd'hui qui risquent de faire éclater le corps social (multiculturalisme, communautarismes) il plaide en faveur d'une unité raisonnable, susceptible de rassembler au-delà de toutes les crispations identitaires. De ce point de vue, on peut saluer *La théorie de la Justice* comme une tentative modeste, minimaliste, mais qui s'offre comme un projet éminemment politique (Joseph Macé-Scaron, *Le Figaro* du 27 novembre).

Cependant, on est obligé de tenir compte également d'objections qui ont été opposées à Rawls et qui viennent d'abord de quelques-uns parmi ceux qui se sont le plus intéressés à lui. Je songe d'abord à Paul Ricoeur, critique bienveillant mais philosophe exigeant. « Ma thèse, écrit-il, au terme d'une étude précise, est que cette

conception fournit au mieux la formalisation d'un sens de la justice qui ne cesse d'être présupposée. » En d'autres termes, la volonté de dépasser le questionnement philosophique sur le Bien, afin de bénéficier du plus large accord sur le Juste, n'est possible que jusqu'à un certain point (1). Plus radical encore apparaît Jean-Pierre Dupuy qui fut pourtant le premier introducteur de la pensée de Rawls en France. Il en viendrait presque à le regretter : « L'irénisme naïf, pompeux, académique et quelquefois ridicule des développements de *Théorie de la Justice* m'apparaît aujourd'hui une faute contre l'esprit. » Et de dénoncer l'artificialisme qui gâte cette théorie et foule aux pieds la réalité humaine. Il n'y a pas de solution au problème de la justice qui demeurera toujours hors de prise et surtout il est dérisoire de croire que « le saint Georges de la géométrie morale » vaincra « le dragon de l'envie » (2) Sans nul doute, Rawls a peut-être éludé les difficultés en les mettant d'autorité entre parenthèses. Pourtant ne subsiste-t-il pas de son effort la nécessité d'une exacte mesure politique, qui relève certes du contingent, pour garantir les droits de la justice ?

(1) John Rawls - « *Théorie de la Justice* », paru au Seuil en 1987, réédité en Points-Essais, prix franco : 12,50 €. Voir aussi l'article « *Théorie de la justice* chez John Rawls » publié dans *Cité* n° 16 (prix franco : 7 €).

(2) (1) Paul Ricoeur - « *Soi-même comme un autre* », Seuil, 1990, prix franco : 31 €.

(2) Jean-Pierre Dupuy - « *Avions-nous oublié le mal ?* », Bayard, prix franco : 12,50 €.

par Gérard Leclerc



Pour l'achat de tous vos livres :

Faites appel à notre service librairie.

Tél. : 01.42.97.42.57

En lisant le livre de Madame Adler

Laure Adler, directrice de *France-culture* a publié ses entretiens avec Pierre Bénouville, plus connu sous son nom de plume de Guillaumin de Bénouville, Compagnon de la Libération, plusieurs fois député et maire, administrateur de société (Dassault), qui toute sa vie fut monarchiste et catholique.

Je dis « le livre de Madame Adler » (1) car, lorsque Bénouville en a reçu les épreuves, il a refusé que ce texte soit publié de son vivant. Dans sa préface, Laure Adler raconte que le général lui avait demandé de supprimer quelques passages (sur la Cagoule, l'antisémitisme, Jean Moulin) et qu'elle avait refusé. De ces entretiens, Laure Adler tire nombre de propos, rectifie certains d'entre eux par des notes en bas de pages, mais laisse telles quelles les déclarations erronées ou contradictions de ce vieux monsieur de quatre-vingt-cinq ans.

A l'époque où Adler rencontrait Bénouville, je discutais moi-même avec lui sur l'engagement des royalistes dans la Résistance (2). On pense ce que l'on veut de Bénouville, mais pourquoi s'acharner à vouloir le confondre comme un criminel... entre autre sur l'affaire Jean Moulin. Et si, simplement, Bénouville n'avait rien eu à voir avec la mort de ce dernier. Et si, Bénouville, comme nombre d'autres résistants, n'avait simplement agi, en venant témoigner pour Hardy après guerre, que par amitié... Le mystère reste entier.

Le livre de madame Adler n'est pas une biographie, certes non ! Trop d'imprécisions, d'oublis parsèment le livre pour même pouvoir en servir d'embryon.

Prenons quelques exemples : - rien au sujet du groupe de Fermette (groupe littéraire,

réunis autour de Nathan Katz à Altkirch (1930)), que Bénouville racontera pourtant dans son premier livre « *Une soirée à Altkirch* ».

- nous savons certes qu'il n'existe aucune histoire de l'OSAR - Organisation secrète d'action révolutionnaire - que Maurice Pujo, dans *l'Action française*, baptisera du nom de « Cagoule » (3). Cette absence de documentation ne justifie absolument pas toutes les affirmations... Bénouville se réclame de la Cagoule, affirme sa participation au groupe clandestin. Et pourtant il n'a, semble-t-il, pas voulu témoigner réellement sur ce sujet. Comme Laure Adler, j'aimerais lire le texte qu'il a écrit sur la Cagoule mais qu'il n'a jamais voulu lui donner. Mais vouloir en faire l'un des idéologues, l'un des chefs relève de la manipulation historique. Par ailleurs dire que Pierre Boutang fut cagoulard relève de la pure imagination. Boutang a prit contact avec Maurras et *l'Action française* en 1937. Il n'a jamais eu de contact avec la Cagoule que Maurras avait condamnée dès 1936. Comme on le sait, nombre d'anciens de ce mouvement vont participer, dans des camps opposés, aux engagements de la guerre 39-45. Bénouville, comme d'autres résistants issus de l'OSAR, garda des contacts avec ses anciens compagnons proches de Pétain et même ceux de la collaboration active. Ainsi Adler et Bénouville s'entre- tiennent de Raymond Abellio responsable de la propagande

au M.S.R. le mouvement collaborationniste de Deloncle (le chef de l'OSAR). Mais Bénouville oublie (a oublié) ses contacts avec Gabriel Jeantet et de son *Amicale de France* à Vichy. Pourtant l'action de Gabriel Jeantet est intéressante (beaucoup de ses compagnons - presque tous royalistes - sont morts en déportation) et n'est-il pas l'un des parrains de François Mitterrand dans l'Ordre de la Francisque...

Presque tous les résistants reconnaissent les difficultés qu'ils ont eu, au début, pour entrer en relation. Les amitiés politiques d'avant-guerre n'étaient pas gages d'engagement pour la France. Pourtant Bénouville affirme qu'il fut mis en contact avec Salan, lorsqu'il prépara son passage vers Alger. Salan était, dès 1940, chef du deuxième bureau à Marseille, l'un des principaux organisateurs de la Résistance (cf. le général Revers). Et encore, son ami Jacques Renouvin (qui organise dès janvier 41 les premiers *Groupes francs*) est venu le voir pour l'engager ; malgré sa volonté d'agir Bénouville refuse. Il est incontestable, face à l'insistance de Jacques Renouvin, que Bénouville, finit par renouer avec Frenay (chef de *Combat*) le 4 décembre 1942, après l'invasion de la zone dite libre. Il entre, alors, véritablement dans les mouvements de Résistance. Mais précédemment sa participation au réseau *Carte* est empreinte de mystère (le récit de *Carte « Peut-on dire la vérité sur la Résistance ? »* minimise son

action). Ajoutons que le procès de Bénouville en 1942 (faisant suite à sa fuite vers Alger) est mal connu... Les multiples interventions de Vichy à son égard restent pour l'instant obscures. Sa participation au journal *l'Alerte* de Léon Bailby est moins secrète (paru dès le 24 septembre 1940 - à Nice - ce journal participe au pétainisme ambiant). Il y écrit son dernier article le 6 mars 1943...

Autres zones oubliées, totalement oubliées de la vie de Bénouville, après la guerre : ses contacts avec M^{re} le comte de Paris. Je n'oublierai jamais, pour ma part, l'avoir rencontré, pour la dernière fois, à Dreux, accueilli par le prince Jean. Il était venu se recueillir devant la dépouille du prétendant. Autres zones oubliées : son amitié avec le président Mitterrand et sa femme, son action auprès des Compagnons de la Libération, sa participation aux différents mouvements « gaullistes », son travail dans la presse ou auprès de Marcel Dassault, etc.

Laure Adler, en bonne journaliste, pendant les derniers instants du vieux monsieur, a tenté de lui faire préciser les zones d'ombres où il affirmait avoir eu un rôle. Les zones d'ombres qui l'intéressaient, elle. Mais face aux inexactitudes, aux trous de mémoire, aux oublis volontaires, aux interprétations a posteriori, n'eut-il pas été logique de ne pas publier, tels quels, ces entretiens ? La lecture d'« *Avant que la nuit ne vienne* » laisse une impression désastreuse sur la vie du général de Bénouville et ne répond pas aux questions que l'historien est en droit de se poser sur l'action de cet homme engagé dans son siècle.

François-Marin FLEUTOT

1) Laure Adler, « *Avant que la nuit ne vienne* », entretiens avec Pierre de Bénouville, Éditions Grasset - prix franco : 19,50 €.

2) François-Marin Fleutot, « *Des royalistes dans la Résistance* », éd. Flammarion (prix franco : 23 €). Le chapitre « *Louis XIV dira non à l'engagé* » est consacré à l'engagement de Bénouville pendant la guerre.

3) Appellation donnée par Pujo en référence au groupe de Nice « Les compagnons du glaive » qui se réunissaient cagoulés et non par la police comme il est affirmé dans le livre.

Pierre Dabiez

C'est sous l'égide de François Mitterrand que nous avons rencontré Pierre Dabiez en 1981, au lendemain de la victoire du candidat que, comme nous, ce gaulliste de gauche avait activement soutenu. Élu député de Paris aux élections législatives de juin, Pierre Dabiez était une grande figure. Officier parachutiste de la France libre, chef du célèbre « 11^{ème} Choc » (le bataillon chargé des missions spéciales), ce combattant était devenu professeur d'université et menait une intense activité politique. Lorsqu'il fut invalidé, j'étais entrée à son état-major de campagne pour assurer la coordination avec les militants parisiens de la NAR. Nous avons été battus en janvier 1982 et cette défaite avait empêché la constitution de la tendance gaulliste-royaliste que nous voulions former à l'intérieur de la majorité présidentielle.

Nous avons retrouvé Pierre Dabiez au bureau du Pôle républicain, et milité ensemble pour Jean-Pierre Chevènement avant de nous en séparer, en même temps, pour des raisons identiques. Nous savions que notre ami luttait contre un cancer. Ce toujours jeune soldat est mort le 22 novembre dernier. Nous ne cesserons d'honorer sa mémoire.

Régine JUDICIS

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« *abonné des mercredis* » annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 11 décembre : Américaine naturalisée française, aujourd'hui professeur dans un lycée parisien, Elisabeth ALTSCHULL dénonce dans un livre retentissant (cf. *Royaliste* n° 803) les ravages d'un dogme pédagogique qui tue l'enseignement, d'une idéologie individualiste qui compromet l'avenir des

élèves et d'une apologie de la « différence » qui favorise le repli identitaire et accroît la détresse sociale. « L'école des ego » : tel est le lieu d'expérimentation d'une idéologie moderne d'apparence, mais réactionnaire par ses conséquences. Est-il encore possible de « Sauver l'école ? ». C'est d'abord une question de principes et de finalités, avant d'être une affaire de moyens budgétaires. L'enjeu est capital dans la mesure où le développement général des nations est fonction des modes de transmission des connaissances.

● Mercredi 18 décembre : Observateur familier des affaires internationales, Yves LA MARCK tient depuis vingt-cinq ans la chronique diplomatique de *Royaliste*. Avant beaucoup d'autres commentateurs, il a expliqué le jeu complexe des alliances et annoncé maints conflits et bouleversements géo-

politiques. Nous lui avons demandé de parler de « Notre avant-guerre », titre d'un article qu'il avait publié voici quelques mois. Son exposé portera plus particulièrement sur les conceptions de politique étrangère du courant néo-conservateur américain. La stratégie de George W. Bush face au terrorisme et contre l'Iraq, l'attitude du gouvernement français, les forces et les faiblesses des États-Unis, la question européenne à l'heure de l'élargissement et des nouvelles adhésions à l'Otan : autant de sujets qu'il importe d'analyser et de débattre sans céder aux polémiques à la mode ni aux emportements irraisonnés.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (8 € pour l'année)

SOUSCRIPTION

Tous les dons recueillis depuis le 1^{er} septembre 2002 viennent s'inscrire au crédit de notre prochain souscription du printemps 2003. Merci à tous ceux qui alimentent régulièrement notre « trésor de guerre ». Grâce à eux nous pouvons ainsi poursuivre notre combat en dépit des conditions difficiles.

3^e liste de souscripteurs

B.B. (Paris) 35 € - Djamel Boudjelal 20,57 € - Sabine Breuillard 60 € - Michèle Dutac 7,24 € - Patrick Jacques 7,62 € - Alain Jouffroy 16 € - Blandine Kriegel 40 € - Guy Leclerc-Gayrau 10,29 € - Yolande de Prunel 50 €.

Total de cette liste : 246,72 €
Total précédent : 760,44 €
Total général : 1007,16 €

FANIONS

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm.

hauteur totale 28 cm. Prix franco : 7,65 €.

► Le même modèle existe aussi avec les armes du drapeau : 7,65 € franco également.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Leur contre-révolution

On discute de la *Réaction*. Et si nous revenions quant à nous sur les révolutions ? Le mot fait naître des images, toujours les mêmes – celles de la prise des Tuileries en 1792, de la prise du Palais d'Hiver en 1917 – sans qu'on n'oublie plus désormais d'évoquer les échecs terroristes et les conclusions dictatoriales.

Et la prise de la Bastille ? Elle marque le début d'une longue série de révolutions qui s'inscrivent à nos yeux dans une dynamique de la légitimité politique : révolution des droits de l'homme en 1789, révolution tricolore et libérale de 1830, puis les trois révolutions gaulliennes. Celle de 1940-1944, au nom du principe de légitimité nationale et pour la Résistance. Celle de 1944-1946, qui institue la république démocratique et sociale. Celle de 1958-1962 qui réinstalle l'État et aboutit à l'adoption de la monarchie élective par le peuple en 1962. Les révolutions gaulliennes ont eu lieu dans un contexte de guerre patriotique mais elles ont permis d'empêcher la guerre civile en 1944 et en 1958 et de mettre un terme aux luttes sanglantes en 1946 et en 1962. Charles de Gaulle est au XX^e siècle le rebelle et le révolutionnaire qui agit selon les principes imprescriptibles du droit, selon la loi républicaine et qui rétablit la paix civile et la vie démocratique : liberté effective, mise en œuvre du principe d'égalité.

J'égrène ces vérités connues à l'intention d'une jeune génération qui pourrait être tentée de croire que la SFIO fut l'épine dorsale de la Résistance, que Jean-Paul Sartre était sur les bar-

ricades de 1944, que Robert Schumann et Jean Monnet furent les héros de l'Europe libérée, que Jean Lacouture et Jean Daniel ont mis fin à la guerre d'Algérie, que Daniel Cohn-Bendit et Edwy Plenel combattaient avec le Che.

J'exagère un peu – c'est à la mode. Mais il est vrai que la gauche attentiste pendant la guerre, honteuse d'avoir engendré tant de collabos, puis impuissante face aux tragédies de la décolonisation, a cultivé et



cultive encore, tout autant que la « droite bourgeoise et libérale » qu'elle brocardait naguère, une haine froide et tenace à l'égard de tout ce que le général de Gaulle a incarné, voulu et accompli (1). Haine de l'État républicain, de la monarchie présidentielle, de la nation capétienne millénaire – et même de la nation « jacobine » bicentenaire. Maintenant que les frères ennemis sont réunis par de douces alternances au sein d'une même oligarchie, ils peuvent finir la besogne menée sous couvert de Raymond Aron à Londres, du général Giraud à Alger, de l'Otan et de l'Europe supranationale par la suite,

d'Édouard Balladur et de Lionel Jospin tout récemment.

De fait, le bilan de la contre-révolution oligarchique est d'ores et déjà impressionnant : le Préambule de 1946 a été renié, le quinquennat sape l'autorité du chef de l'État, la guerre d'agression contre la Yougoslavie a marqué notre retour sous le drapeau de l'Otan, la plupart des entreprises nationales ont été bradées et les services publics sont profondément ébranlés, l'indépendance nationale est sacrifiée sur les autels bruxellois. On s'apprête, par un décentralisme insensé, à déstructurer le territoire national. On s'efforce de miner l'administration publique en y introduisant le « management » privé. Il restera, gros morceau, à détruire notre système de protection sociale pour que toutes les réformes positives (celles de 1936) et les révolutions heureuses du XX^e siècle soient liquidées. Ceci au nom d'utopies pernicieuses : « économie de marché », « fédéralisme européen », « sixième république », « constitution européenne », « gouvernance mondiale »...

Conséquences de cette contre-révolution ? Une immense régression économique et sociale, la pauvreté matérielle et la détresse psychique de masse, une censure politique qui ne s'avoue pas comme telle, le climat de violence qui augmente dans divers quartiers de la métropole et outre-mer. Par définition, il n'est pas réactionnaire de résister à la contre-révolution. C'est être révolutionnaire que de vouloir sauver les conquêtes du siècle passé et reprendre le pouvoir pour en faire de nouvelles.

Bertrand RENOUVIN

(1) Tout autre fut l'opposition de Maurice Thorez, de Pierre Mendès-France - de François Mitterrand qui préserva, quoi qu'il en ait dit, l'essentiel de l'héritage gaullien.